

<http://www.snetap-fsu.fr/SOS-POUR-L-ENSEIGNEMENT.html>



# SOS pour l'enseignement professionnel public

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : dimanche 15 avril 2012

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

### Tribune parue dans l'Humanité le 12 avril 2012

La formation professionnelle est devenue, à l'évidence, un enjeu fort de la campagne électorale. Avec une certaine précipitation, le Président Nicolas Sarkozy a déjà formulé plusieurs propositions qui amalgament formation professionnelle initiale, formation continue et projet de réinsertion des demandeurs d'emploi. Il a confié au sénateur Larcher une lettre de mission lui enjoignant de trouver les moyens de favoriser la formation professionnelle pour les sans emploi et les jeunes, profitant au passage de la manne financière du Fond Paritaire pour la Sécurisation des Parcours Professionnels en y puisant plusieurs centaines de millions d'euros. Cette situation peut semer la confusion et suscite de nombreuses interrogations. La volonté des [Régions](#), qui ont déjà la responsabilité de l'apprentissage, de récupérer davantage de compétences dans le pilotage de la carte des formations professionnelles participe également aux inquiétudes des personnels de l'enseignement professionnel public.

Pour les organisations syndicales signataires de cette tribune, la formation professionnelle doit pouvoir s'appuyer sur une formation initiale solide, liant fortement les disciplines professionnelles et générales pour tous les jeunes. A contrario le gouvernement a affaibli à travers plusieurs réformes le service public d'éducation. Nicolas Sarkozy a annoncé vouloir doubler les formations en apprentissage : 800 000 contrats en 2015. Pour atteindre cet objectif, le président a proposé que la dernière année de formation en bac professionnel et en [CAP](#) se fasse « systématiquement en apprentissage dans l'entreprise ». Cette promotion à tout crin de l'apprentissage cache mal l'objectif de réduire la part des formations professionnelles sous statut scolaire afin de transférer toujours plus la mission de la formation de ces jeunes, de l'État vers les entreprises et les régions. Or dans l'apprentissage, les difficultés sont nombreuses : difficultés tant conjoncturelles, (trouver un employeur avec la crise économique), que structurelles, (discriminations sexuelle, sociale, au « faciès », ruptures de contrats, etc.) De plus, la généralisation de l'apprentissage aux niveaux V et IV ne répond ni aux besoins réels de formation initiale ni à la nécessaire élévation du niveau de qualification des jeunes.

Néanmoins la démolition des formations sous statut scolaire public se poursuit via le désengagement des ministères de l'Éducation Nationale et de l'Agriculture, et le cautionnement législatif et financier très appuyé de l'apprentissage. A la rentrée 2012, le ministre veut encore supprimer plus de 4 000 postes dans l'enseignement professionnel public, suppressions largement contestées par les personnels dans les académies. Des filières entières de formation, voire aujourd'hui des lycées professionnels, pourraient disparaître au détriment des conditions d'étude des élèves et des conditions de travail des personnels. Les réformes visant à permettre les restrictions budgétaires dénaturent et affaiblissent chaque jour un peu plus le service public d'éducation.

La formation professionnelle sous statut scolaire reste mal considérée et souvent associée à l'idée d'échec scolaire. Il y a donc urgence à redonner des moyens et à promouvoir la voie professionnelle mais aussi à revaloriser ses diplômes. L'enseignement professionnel public doit rester l'outil de qualification indispensable pour permettre un meilleur parcours professionnel des jeunes, notamment en diminuant les sorties sans diplôme et en augmentant le niveau global de leurs qualifications. Il doit être une des voies légitimes d'accès pour les futurs techniciens et techniciens supérieurs. L'amélioration de ce parcours professionnel Bac Pro/[BTS](#), voire au-delà, permettra une meilleure prise en compte des besoins futurs de formation nécessaire au développement économique et industriel de notre pays.

Vous pouvez retrouver cette tribune sur [le site de l'Humanité](#)